



Libre concurrence et méthodologie walrasienne: une tentative de mise en relation

Richard Arena, Ludovic Ragni

► To cite this version:

Richard Arena, Ludovic Ragni. Libre concurrence et méthodologie walrasienne: une tentative de mise en relation. *Économies et sociétés*, 1994, 20-21 (10-11), pp.161-182. halshs-00998307

HAL Id: halshs-00998307

<https://shs.hal.science/halshs-00998307>

Submitted on 21 Dec 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Libre concurrence et méthodologie walrasienne une tentative de mise en relation*

Richard Arena

LATAPSES,
Université de Nice-Sophia Antipolis, CNRS

Ludovic Ragni

Université de Nice-Sophia Antipolis

Les économistes ayant contribué au développement de la théorie de l'équilibre général et les historiens de l'analyse économique s'accordent à admettre que la notion de concurrence a été appréhendée, soit comme un processus révélateur ou résultant des antagonismes entre agents, soit comme un état, plus ou moins parfait ou plus ou moins pur, défini par une série d'hypothèses. La théorie de l'équilibre général relève de la seconde définition. Nous nous attachons à montrer ici que tel n'a pas toujours été l'intention de Léon Walras. Ces deux conceptions sont présentes dans son oeuvre notamment si l'on analyse les relations qui existent entre le «marché une fois pour toute», le «marché périodique» et le «marché permanent», entre la statique et la dynamique, et entre l'économie pure, l'économie appliquée et l'économie sociale.

The economists who has contributed to the development of General Equilibrium Theory and the historians of Economic Analysis agree upon the fact that the nature of competition has been understood as a revelating process or as a result of antagonisms among agents, or as a state much or less perfect or pure defined by a set of hypothesis.

* Nos remerciements vont à Annie Cot, Pierre Dockès et Jérôme Lallement, sans la patience et les encouragements desquels ce texte n'aurait pas vu le jour. Ces collègues ne partagent cependant pas avec nous la responsabilité de ce qui pourrait déplaire au lecteur dans ce qui suit.

The Theory of General Equilibrium belongs to the second definition. We show, here, that this interpretation has not always been intended by Léon Walras. Both conceptions are present in this work, notably if we analyse the existing relation between the market "une fois pour toute" (one shot market) and the permanent market, between statics and dynamics and between pure, applied and social economy.

Pour de nombreux auteurs qui se sont attachés à l'histoire de l'analyse économique la notion de concurrence a souvent été appréhendée à partir de deux représentations opposées.

Selon la première, la concurrence peut être caractérisée à travers l'articulation de structures de marché associées à des «états des affaires» donnés. Ainsi, comme le note P. Mac Nulty (1968) :

«le monopole est une situation de marché dans laquelle la concurrence à l'intérieur de la branche a été définie, en identifiant la firme à la branche. Par ailleurs, la concurrence parfaite est une situation de marché qui, bien qu'elle soit elle-même le résultat de la libre-entrée d'un grand nombre de firmes qui se concurrençaient auparavant, a évolué ou a progressé jusqu'au point (d'équilibre) où aucune concurrence ultérieure à l'intérieur de la branche n'est possible ou, pour reprendre les mots de A.A. Cournot, son parent intellectuel, jusqu'au point où «les effets de la concurrence ont atteint leur limite». C'est pour cette raison que Franck Knight peut justement souligner, comme il l'a souvent fait, que la concurrence parfaite n'implique «aucune présomption de concurrence, d'émulation ou de rivalité psychologique» et est fondé à affirmer que «l'atomicisme» est un terme plus adapté à la caractérisation de l'idée» (p. 642).

Dans cette représentation de la concurrence, les *caractéristiques* du marché – c'est-à-dire, l'état respectif de l'offre et de la demande – permettent de définir la forme de concurrence qui prévaut par le biais du concept d'équilibre qui lui est associé. L'importance ainsi attribuée au concept de marché dans l'identification de la structure concurrentielle concernée semble conduire à relier organiquement la conception de la concurrence comme état à la tradition de l'allocation ou de l'échange¹ ou à cette conception de la science économique que l'on a qualifiée de «catallactique» :

«Dans l'analyse économique, une firme est vue comme différente d'une autre dans la seule mesure du type de marché des produits ou des facteurs au sein duquel elle achète ou vend, et le système économique dans son ensemble n'est pas considéré comme un ensemble complexe d'institutions variées et changeantes mais plutôt le processus d'achat et de vente est isolé comme

¹ Nous attribuons à cette tradition la signification que lui assignent N. Kaldor (1985) et L. Pasinetti (1981).

l'élément critique de l'activité économique et l'économie est vue comme un simple «système de marchés interreliés». En bref, comme Allyn Young le nota jadis, «par souci de préserver le système, l'ensemble de l'équipement matériel lié à la vie humaine est réadapté dans des moules plus conformes à la notion de catallactique».

Ainsi, la domination de l'échange, et donc du prix, dans la théorie économique en général, et la limitation spécifique du concept de concurrence aux seules relations externes de la firme sur le marché renvoient à la manière selon laquelle la concurrence fut introduite en science économique et se vit attribuer la position prédominante qu'elle a fondée dans notre science depuis l'œuvre d'Adam Smith» (Mac Nulty, 1968, p. 646).

La deuxième représentation de la concurrence à laquelle on se réfèrera est celle d'un processus mené par des agents actifs. Dans cette conception héritée de l'approche classique, comme le note encore P. Mac Nulty (1967, p. 397) le concept de concurrence n'entretient aucune relation avec la passivité de la firme par rapport aux prix. En d'autres termes, la libre-concurrence n'est pas, par exemple, définie par le fait que les firmes de la branche sont extrêmement nombreuses et qu'elles «prennent» les prix. Les firmes sont décrites comme des agents actifs dont la rivalité et l'interaction des comportements engendrent une évolution effective des grandeurs de marché. C'est cette même conception de la concurrence comme processus que Schumpeter reprendra, en la reliant à l'innovation et aux changements structurels que celle-ci implique. Dans cette conception, la firme adopte un comportement d'apprentissage et non plus d'optimisation (Mac Nulty, 1968; Nelson et Winter, 1982; Langlois, 1986).

La concurrence ne peut plus alors être caractérisée par la seule forme du marché. Son appréhension renvoie, avant tout, à l'organisation de l'industrie. L'introduction de nouvelles techniques de production, l'approfondissement de la division du travail, la restructuration des firmes dans le cadre de la branche ou le rééquilibrage des secteurs d'activité au sein de l'appareil productif constituent autant de composantes importantes des processus concurrentiels et ne peuvent se réduire à une recension des grandeurs des variables qui déterminent la structure des marchés. Il semble donc légitime d'associer la notion de concurrence comme processus et la tradition de la production ².

Cette opposition entre concurrence comme état et concurrence comme processus semble ainsi recouper la césure que l'histoire de l'analyse économique permet de tracer entre traditions de l'allocation et de la production. Si l'on songe alors à la place éminente généralement attribuée

² On se réfère, là encore à N. Kaldor et L. Pasinetti.

à l'œuvre de Léon Walras dans la genèse de la première de ces traditions ³, on est tenté d'interpréter la conception walrasienne de la concurrence comme privilégiant une représentation en termes d'état. Ce point de vue semble d'ailleurs partagé par des commentateurs comme G. Stigler (1957) ou, plus récemment, R. Langlois (1986) qui, se référant à la «vision de type Walras-Cournot» (R. Langlois, 1986, p. 10) définissent la conception walrasienne de la concurrence pure et parfaite comme celle dans laquelle « P ne varie pas en fonction de Q , c'est-à-dire, dans laquelle la courbe de demande de la firme est horizontale» (G. Stigler, 1953, p. 5). Cette définition n'est évidemment pas totalement étrangère à Léon Walras, comme semblent le montrer les passages où notre auteur décrit les processus de tâtonnement :

«On partira, pour chaque produit, d'un certain prix initial qu'on peut supposer être le prix de clôture du marché précédent, mais qu'on peut aussi supposer être un prix quelconque crié au hasard. Il arrivera de trois choses l'une : ou ce prix initial se maintiendra, ou bien, parmi les consommateurs, certains demanderont à l'enchère, et le prix s'élèvera; ou bien, parmi les producteurs, certains offriront au rabais, et le prix baissera. Dans ces trois cas, un prix parfaitement déterminé, le même pour tous les acheteurs et pour tous les vendeurs, tendra à s'établir sur le marché; ce sera le prix courant des produits» (L. Walras, Vol. VII, 1987, p. 298).

Cette interprétation du prix comme paramètre que les agents – consommateurs ou producteurs – «prennent» (d'où l'expression anglaise, «price-takers») lorsqu'ils formulent leurs offres ou leurs demandes, ne vaut cependant pas, chez Walras, définition de la libre-concurrence ou de la concurrence parfaite. Elle ne signifie pas en premier lieu – comme dans les versions modernes de la théorie de l'équilibre général – qu'en concurrence parfaite, les agents ne peuvent exercer aucune influence individuelle sur la formation du prix. Elle décrit, plus fondamentalement, une représentation du marché que Walras a voulu volontairement simple et qui précède le schéma plus complexe mais plus proche du monde réel qu'est le «marché permanent». Nous y reviendrons.

Si le fait que les agents «prennent les prix» ne constitue pas un élément premier de la définition walrasienne de la libre-concurrence, on peut alors se demander comment l'auteur des *Eléments* appréhende cette dernière et si cette appréhension ne remet pas en cause la relation soulignée entre tradition de l'allocation et concurrence comme état. Pour ce faire, l'une des voies possibles consiste à partir d'un texte où Walras caractérise les différentes dimensions que revêt le concept de concurrence. Relisons-le :

³ On se référera, sur ce point, à l'exemple significatif de J. Schumpeter qui fait de cette œuvre la «Magna Carta» de la science économique néo-classique.

«Quant à nous, nous distinguerons soigneusement ces trois choses : 1) le fait de la libre-concurrence telle qu'elle existe dans des conditions plus ou moins imparfaites, 2) l'idée ou la conception de la libre-concurrence absolue telle qu'elle pourrait exister, en dehors de toute intervention, des notions de l'utilité ou de l'équité, et enfin 3) le principe de la libre-concurrence telle qu'elle devrait exister pour satisfaire à ces notions» (L. Walras, ibid, p. 299).

I. – LA CONCURRENCE COMME «FAIT» OU LE PASSAGE DU «TYPE RÉEL» AU «TYPE IDÉAL»

Pour Léon Walras, la concurrence apparaît tout d'abord comme une réalité brute. Celle-ci constitue le point de départ du processus d'abstraction scientifique :

«En réalité donc, depuis que le monde est monde, la production et l'échange de la richesse se sont toujours effectués pour une part sous l'empire de restrictions légales telles que règlements d'industries, tarifs commerciaux, taxes fiscales ou protectrices, et pour une part aussi sous l'empire de toutes les circonstances que l'on a désignées sous ce titre : la coutume. Autrefois, la part des restrictions légales était plus grande et celle de la concurrence plus petite; aujourd'hui, la concurrence s'est substituée de plus en plus aux restrictions légales. La coutume, d'ailleurs, a toujours eu une influence considérable. Voilà le fait complexe d'où la science doit partir (souligné par nous – R.A. et L.R.)» (L. Walras, ibid, p. 298).

La réalité brute est donc composite et il importe donc de faire en sorte que «de ce fait, la science (s'élève) d'abord à la conception rigoureuse de la libre concurrence» (L. Walras, p. 8). On reconnaît ici la méthode même de l'économie pure, que Walras caractérise avec une grande clarté et une grande simplicité dans les *Eléments* :

«Pour obtenir cette méthode, l'Economie politique pure doit emprunter à l'expérience des types d'échange, d'offre, ou de demande, de marché, de capitaux, de revenus, de services producteurs, de produits. De ces types réels, elle doit abstraire, par définition, des types idéaux, et raisonner sur ces derniers, pour ne revenir à la réalité que la science une fois faite et en vue des applications» (L. Walras, 1900, p. 30).

C'est pourquoi Walras décline les acceptions de la libre-concurrence en passant du «fait» à «l'idée», i.e., dans les termes du développement précédent, du «type réel» au «type idéal». C'est ce passage dont, selon Walras, l'école libérale française s'avère incapable de produire la théorie. Les Economistes libéraux «affirment», en définitive, la libre-concurrence sans la démontrer, tout comme les socialistes affirment, sans la démontrer davantage, l'intervention de l'Etat» (L. Walras, VII, p. 303). Dans les termes de Walras, ces économistes s'avèrent donc incapables de distinguer le «fait» et «l'idée» de la libre-concurrence :

«La confusion de la conception pure et simple de la libre concurrence et de son principe, ou, pour mieux dire, l'absence complète d'une conception de la libre concurrence sur laquelle on en puisse faire reposer le principe, s'accuse hautement, chez les économistes, par la confusion de l'économie politique pure et de l'économie politique appliquée (...) Les économistes n'ont fourni la définition ni du mécanisme de la libre concurrence, ni des éléments divers de ce mécanisme. Ils n'ont pas dégagé de l'expérience, par observation et abstraction, les types de ces éléments : le marché, la demande, l'offre, la hausse, la baisse, le prix courant, les produits, les services producteurs : travail, rente, profit, l'entrepreneur, etc.» (L. Walras, ibid, p. 301).

On comprend alors pourquoi, dans l'établissement de ce qui le distingue des économistes libéraux français, Walras insiste tellement sur le processus de constitution d'une économie politique *pure*, *i.e.*, sur le passage des «types réels» aux «types idéaux». Voyons alors comment ce passage s'effectue.

II. – LA CONCURRENCE COMME «IDÉE» OU LA CARACTÉRISATION DU «TYPE IDÉAL» COMME «MÉCANISME» VIRTUEL

En première analyse, Walras définit la libre-concurrence comme un ensemble de «libertés» laissées aux agents dans le cadre d'un mécanisme de marché auquel ils participent. Ainsi, par exemple, notre auteur définit «la libre-concurrence en matière de production» comme la combinaison de la «liberté laissée aux entrepreneurs de développer leur production en cas de bénéfice et de la restreindre en cas de perte» et de la «liberté laissée aux propriétaires fonciers, travailleurs et capitalistes et aux entrepreneurs, de vendre au rabais et d'adresser à l'enchère les services et les produits» (L. Walras, 1900, p. 231).

La libre-concurrence apparaît ainsi comme le principe d'organisation d'un processus économique. Ainsi, après avoir caractérisé ce principe, par la combinaison des mécanismes de demande à l'enchère et d'offre au rabais, Walras en évalue la portée :

«Selon que cette concurrence fonctionne plus ou moins bien, la valeur d'échange se produit d'une manière plus ou moins rigoureuse (...) Le monde peut être considéré comme un vaste marché général composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend et s'achète, et il s'agit pour nous de reconnaître les lois suivantes lesquelles ces ventes et ces achats tendent d'eux-mêmes à se faire. Pour cela, nous supposons toujours un marché organisé sous le rapport de la concurrence, comme en mécanique pure on suppose d'abord des machines sans frottements» (L. Walras, 1900, p. 45).

Cette dernière phrase caractérise parfaitement l'objet de l'économie politique pure walrasienne, *i.e.*, «la théorie de la détermination des prix

sous un régime hypothétique de libre-concurrence absolue» (souligné par nous – R.A. et L.R.) (L. Walras, 1900, p. XI). Si ce régime prévaut, *i.e.*, dans le cas de marchés parfaitement organisés, où la libre-concurrence joue à plein, les *mécanismes* concurrentiels de marché conduisent à l'établissement d'un prix unique pour chaque produit qui résulte de l'égalisation de son offre et de sa demande, et d'un prix unique pour chaque service qui résulte de l'égalisation du prix de vente de chaque produit et de son prix de revient en services producteurs. L'état ainsi atteint est un équilibre de production. Il est «un état idéal, et non réel» puisqu'il a été établi dans le cadre de l'économie pure.

En effet,

«il n'arrive jamais que le prix de vente des produits soit absolument égal à leur prix de revient en services producteurs, pas plus qu'il n'arrive jamais que l'offre et la demande effectives des services producteurs ou des produits soient absolument égales. Mais c'est l'état normal en ce sens que c'est celui vers lequel les choses tendent d'elles-mêmes sous le régime de la libre-concurrence appliqué à la production comme à l'échange» (L. Walras, 1900, p. 194).

Deux acceptions supplémentaires de la libre-concurrence apparaissent ainsi à ce stade. La première, «l'idée» ou la «conception» de la libre-concurrence, se réfère à un *mécanisme organisé*. La seconde, le «principe» renvoie à un *état normatif*.

Commençons donc ici par la caractérisation de la concurrence comme «idée». Dans ces textes, Walras décrit à plusieurs reprises et «avec précision le mécanisme de cette libre-concurrence que nous supposons régir notre marché» (L. Walras, VII, p. 266). Ce mécanisme s'inscrit dans le cadre de l'économie *pure*. Les «conditions de concurrence» sont donc «supposées rigoureuses»; elles font donc «abstraction des petites circonstances perturbatrices comme en physique, en mécanique» (*idem*).

Cette «abstraction» implique notamment deux choix théoriques fondamentaux.

Le premier consiste à exclure la monnaie de l'analyse première des échanges marchands :

«Nous écarterons aussi l'intervention de la monnaie. Pour avoir une idée exacte du mécanisme de la concurrence, il nous a bien fallu l'emprunter à l'un de ces marchés où se font des ventes et des achats de marchandises contre or et argent; mais il est clair que l'intervention de la monnaie, qui est une simplification pratique, est une complication théorique qui doit être écartée. Revenons donc à l'échange direct de blé contre avoine» (L. Walras, *ibid*, p. 267).

c'est-à-dire, à l'économie de troc.

Le deuxième choix théorique consiste à proposer une approche théorique spécifique des mécanismes concurrentiels par le biais de l'articulation de trois appréhensions successives du marché : le «marché une

fois pour toutes», le «marché périodique» et le «marché permanent». Ce deuxième choix s'avère aussi important que le premier car il contribue fortement à remettre en cause l'idée reçue selon laquelle le seul marché walrasien analysé est celui du tâtonnement virtuel, la concurrence se réduisant alors à un processus très appauvri, dont l'intérêt ne tient qu'à son état final, l'équilibre général concurrentiel.

Or, si la constitution et la défense de l'économie mathématique, propre à l'école de Lausanne, ainsi que ses développements au sein des diverses formulations des modèles d'équilibre néo-walrasiens ont eu comme corollaires, selon G. Debreu (1982), d'évacuer tout argument permettant de représenter les processus concurrentiels, sauf au travers de la réduction d'une correspondance d'excès de demande, il semble que cela n'ait été précisément possible qu'en restreignant l'interprétation des *Eléments d'Economie Politique Pure* de L. Walras et en séparant cet ouvrage du tryptique qu'il forme avec les *Etudes d'Economie Politique Appliquée* et les *Etudes d'Economie Sociale*. L'interprétation dominante qui a concouru au développement du programme de recherche néo-walrasien a ainsi souvent contribué à circonscrire l'interprétation du tâtonnement à un mécanisme virtuel et atemporel de concurrence et à reléguer au second plan la méthodologie walrasienne qui consiste à aller du plus simple au plus complexe et à traiter au préalable l'ensemble des questions de manière théorique (économie pure) pour ensuite traiter de leurs applications (économie sociale, économie appliquée).

Pour le comprendre, examinons tour à tour les trois concepts de marché distingués par Léon Walras.

Il est clair que les concepts de «marché une fois pour toutes» et de «marché périodique» s'inscrivent dans une conception où l'activité concurrentielle est assimilable à l'ensemble des processus qui soutiennent le mécanisme de tâtonnement virtuel, c'est-à-dire, de convergence vers un équilibre général statique et atemporel.

Ainsi, pour l'auteur des *Eléments d'Economie Politique Pure*, le «marché une fois pour toutes» a pour objet de décrire une situation de l'économie où «après avoir posé et avant de résoudre les équations de la production (20^e leçon) et celles de la capitalisation (24^e leçon) et pour faire la théorie de la détermination des prix courants des services et des produits, (il faut supposer) le mouvement économique de la production et de la consommation arrêté pour un instant, afin de considérer une quantité déterminée de richesse sociale et un marché hypothétique sur – lequel les tâtonnements puissent se faire jusqu'à – l'établissement de l'équilibre» (L. Walras, 1898, p. 307).

Par ailleurs, l'existence même d'un «marché périodique» confirme à notre avis la volonté de l'auteur de rendre compte d'une réalité de plus

en plus complexe. En effet, comme préalable à la description du marché permanent, le marché périodique permet d'envisager la variabilité des paramètres fondamentaux de l'économie et laisse la place à l'existence et à la description d'un processus de concurrence d'ajustement portant notamment sur l'approvisionnement et l'échange entre stocks de services ou de capitaux neufs d'une période à l'autre.

«Tout cela dit, et tous les phénomènes accessoires étant rétablis, passons de l'hypothèse d'un marché qui se tiendrait une fois pour toute à celle d'un marché qui se tiendrait périodiquement, nous pourrions dire une fois par jour, nous dirions plutôt une fois par an pour mieux tenir compte du renouvellement des saisons» (L. Walras, 1988, p. 576).

La démarche est confirmée par l'énoncé d'une série d'hypothèses destinées à caractériser «le marché une fois pour toutes» dont la plus remarquable consiste certainement à préciser que dans un tel cadre, les dotations initiales en services et en facteurs sont données. Outre que cette condition permet de spécifier le découpage temporel dans lequel le raisonnement s'inscrit, elle laisse également présupposer de son relâchement, conformément à la méthode d'exposition employée par l'auteur, qui consiste à aller du plus simple au plus complexe afin de rendre compte plus tard des aspects dynamiques de l'économie et par là même d'une représentation plus concrète de la concurrence. Cette condition conduit à introduire une série d'artifices hypothétiques : commissaire priseur, grand nombre d'agents, tâtonnement sur bons, stabilité des mécanismes d'enchères qui font de la libre concurrence un processus certes idéal mais où il reste peu d'éléments à expliquer pour comprendre la manière dont il a pu être obtenu. Ce n'est qu'en envisageant d'autres types de marchés, en l'occurrence «le marché périodique» et «le marché permanent» à la 35^e leçon des «Eléments» que Walras proposera de passer de l'étude des mécanismes virtuels et de la statique à celle de la statique comparative puis enfin à celle de la dynamique. En même temps, il abandonnera à notre avis, l'idée de décrire uniquement un modèle mathématique autosuffisant pour rendre compte des phénomènes concurrentiels, qui sera plus tard le seul retenu par les économistes néo-walrasiens, pour lui adjoindre un modèle que certains, à l'instar de G. De Caro (1988), qualifient de littéraire et qui peut servir de passerelle entre l'économie pure d'une part, et l'économie appliquée ou l'économie sociale d'autre part. Cette conception plus large et plus effective de la concurrence apparaît en effet seulement à la 7^e section des «Eléments» où l'on peut lire :

«Enfin, pour nous rapprocher de plus en plus de la réalité des choses, nous devons encore passer de l'hypothèse d'un marché périodique annuel à celle

du marché permanent, c'est-à-dire de l'état statique à l'état dynamique» (L. Walras 1988 p. 579).

Cependant, dans le contexte du «marché une fois pour toutes» et du «marché périodique», la libre concurrence constitue seulement un mécanisme idéal de convergence des prix vers l'équilibre. Qu'il s'agisse du tâtonnement pour une économie d'échange ou du tâtonnement sur bons pour une économie de production, le processus, à ce stade du raisonnement, n'est qu'une abstraction préalable de la manière dont fonctionne un marché réel de concurrence.

En proposant la description d'un état idéal et théorique, c'est-à-dire où les mécanismes concurrentiels «s'effectuent sans heurts» et où ils ont en quelque sorte déjà joué, L. Walras poursuit deux objectifs.

Le premier consiste à montrer, qu'il existe une situation d'équilibre pouvant servir de point de comparaison à toutes les autres parce qu'elle procure à l'ensemble des agents une utilité maximale. Cet objectif ne relève pas uniquement de la méthode employée mais constitue également un plaidoyer contre les économistes libéraux qui, bien que pronant le laisser faire et le laisser passer, n'en démontrent pas pour autant la supériorité. Pour Walras au contraire c'est l'avantage de l'économie mathématique que de démontrer l'existence d'un tel résultat et de définir hypothétiquement le cadre idéal dans lequel il s'applique et peut être réalisé.

«Malheureusement il faut bien le dire : les économistes jusqu'ici ont moins démontré leur laisser faire, laisser passer qu'ils ne l'ont affirmé à l'encontre des socialistes, anciens et nouveaux, qui, de leur côté, affirment sans la démontrer davantage, l'intervention de l'Etat (...). Comment les économistes auraient-ils pu démontrer que les résultats de la libre concurrence étaient bons ou avantageux s'ils ne savaient pas au juste quels étaient ces «résultats»? Et comment l'auraient-ils su quand ils n'avaient ni posé les définitions, ni formulé les lois qui s'y rapportent et les constatent?» (L. Walras, 1988, p. 335).

Ainsi, «l'état idéal de libre concurrence» a donc pour objet d'indiquer sous quelles conditions il existe une situation où l'utilité individuelle et l'utilité sociale sont optimales. Nous y reviendrons par la suite.

Le second objectif poursuivi par L. Walras consiste à montrer que le système d'enchères à la hausse et à la baisse représenté par le tâtonnement s'avère suffisant (et implicitement suffisamment stable si l'on reprend une terminologie plus moderne) pour être assimilé à un mécanisme concurrentiel virtuel d'ajustement des prix permettant d'atteindre l'équilibre précédemment calculé à partir de l'ensemble des équations d'offre et de demande. Dans ce cadre, le tâtonnement pour une économie d'échange et le tâtonnement sur bons pour une économie de production sont vir-

tuels et relèvent de la statique dans la mesure où toutes les variables fondamentales du modèle sont supposées constantes.

« Reste seulement à montrer en ce qui concerne l'équilibre de la production comme en ce qui concerne celui de l'échange, que ce même problème dont nous avons donné la solution théorique est aussi celui qui se résout pratiquement sur le marché par le mécanisme de la libre concurrence. Il s'agit d'établir ab ovo l'équilibre de la production c'est-à-dire en supposant les données du problème quelconque, mais invariantes pendant un certain temps (...). Pour réaliser un tâtonnement rigoureux en matière de production (...) il n'y a qu'à supposer les entrepreneurs représentant par des bons des quantités successives de produit (...). Une fois l'équilibre établi en principe, l'échange peut s'effectuer tout de suite. La production exige un certain délai. Nous résoudrons cette seconde difficulté en faisant ici purement et simplement abstraction de ce délai » (L. Walras, 1988, p. 308-309).

Dès lors, le projet walrasien a pour objectif de démontrer, d'une part, l'existence d'un équilibre qui correspondrait à la situation la plus utile pour l'ensemble des agents et, d'autre part, qu'il existe un processus théorique qui, si toutes les conditions d'une économie sans « frottement » sont réunies, permet de représenter un mécanisme d'ajustement concurrentiel stable et convergent vers la solution calculée. Selon cette première interprétation le tâtonnement constitue une représentation virtuelle des processus concurrentiels. Cette conception a été défendue par W. Jaffe après 1980 et trouvait déjà confirmation chez V. Pareto (1896) qui admet l'existence à l'équilibre d'un entrepreneur walrasien idéal qui ne réalise ni gain ni perte (D. Walker, 1987).

Bien que ne se référant pas à l'artifice du tâtonnement Pareto conclut que le régime de libre concurrence conduit à un état limite caractérisé par l'hypothèse d'un entrepreneur idéal qui ne réalise aucun profit pur.

« Une autre manière, absolument identique à celle-ci, d'exprimer cet état limite est de dire que le prix et le coût de production tendent à devenir égaux. Le bilan de l'entrepreneur doit être établi pour un laps de temps donné et à une époque déterminée » (V. Pareto 1964 p. 39).

Il convient donc de reconnaître que le « marché une fois pour toute » et « le marché périodique » sont caractérisés par l'invariance des données (De Carro 1988) auxquels correspondent une première conception du tâtonnement et de la concurrence où sont réalisées certaines hypothèses, et comme un mécanisme atemporel et artificiel de réduction des fonctions d'excès de demande (A. D'Autume 1982). Cet état souffrirait d'une incapacité congénitale à introduire le temps selon C. Menard (1979) de sorte que la libre concurrence virtuelle, comme ont pu récemment le faire remarquer B. Ingrao (1989) ou R. Baranzini (1993), concerne un modèle idéal reposant sur une série d'analogies avec la physique ou pour

reprendre les termes utilisés par Walras «avec la mécanique pure où l'on suppose les machines sans frottements».

III. – LA CONCURRENCE COMME «IDÉE» OU LA CARACTÉRISATION DU «TYPE IDÉAL» COMME «MÉCANISME» EFFECTIF

Le «marché permanent» contraste fortement avec cette première conception de la libre-concurrence.

Ses modalités de description apparaissent dans l'avant dernière partie des *Eléments* et donc après l'exposé de la théorie de la capitalisation et de celle de la circulation monétaire; elles concernent l'introduction de la dynamique dans le modèle walrasien. L'objectif consiste ici à expliciter les conditions de réalisation du progrès économique et d'en comprendre les conséquences en ce qui concerne le développement et la croissance de l'économie.

«Enfin, pour nous rapprocher de plus en plus de la réalité des choses, nous devons encore passer de l'hypothèse d'un marché périodique annuel à celle du marché permanent, c'est-à-dire de l'état statique à l'état dynamique. Pour cela, représentons-nous la production et la consommation annuelles (...) et les données fondamentales du problème comme variant à chaque instant (...). Tel est le marché permanent, tendant toujours à l'équilibre sans y parvenir jamais» (L. Walras, 1988, p. 579-580).

L'analyse dynamique de la concurrence rejoint néanmoins les développements du modèle statique du point de vue de la justice sociale et des objectifs idéologiques poursuivis. Il s'agit de montrer que le progrès ne saurait consister en autre chose que la diminution des raretés afin de satisfaire une population croissante. Cette conception conduit à admettre que l'auteur cherche à représenter un modèle de croissance ainsi que R. Frisch a pu le faire remarquer dès 1926. La logique du marché permanent s'écarte cependant de la représentation virtuelle de la concurrence intrinsèquement comprise dans le processus de tâtonnement sur bons dès lors qu'elle introduit la possibilité d'une variation des données fondamentales de l'économie.

«Au moyen de l'hypothèse des bons on peut distinguer (..) les trois phases suivantes :

1) La phase des tâtonnements préliminaires en vue de l'établissement de l'équilibre en principe.

2) La phase statique de l'établissement effectif ab ovo de l'équilibre relatif à la livraison des services producteurs et des produits pendant la période de temps considérée, aux conditions communes, sans changements dans les données du problème.

3) *Une phase dynamique de trouble continuuel de l'équilibre par des changements dans les données et de rétablissement continuuel de l'équilibre ainsi troublé*» (L. Walras, 1988, p. 447).

Il apparaît donc clairement, dans l'architecture du modèle walrasien, que son auteur cherche à rendre compte des mécanismes *réels* de concurrence dès lors que ceux-ci concernent ce que N. Kaldor appellera plus tard les «variables fondamentales» de l'économie. Afin d'expliquer en quoi consiste la dynamisation des mécanismes de concurrence il semble opportun de montrer sur quelles variables porte l'analyse et par quelles modalités d'équilibration concurrentielles le système converge à long terme vers le vecteur des prix d'équilibre.

En ce qui concerne la variation des données fondamentales Walras envisage que «toutes» font l'objet de modifications à l'exception évidente les terres limitées par définition.

«Tel est le marché permanent, tendant toujours à l'équilibre sans y parvenir jamais pour la raison qu'il ne s'y achemine que par tâtonnements et qu'avant même que ces tâtonnements soient achevés, ils sont à recommencer sur de nouveaux frais, toutes les données du problème telles que les quantités possédées, utilités des produits et des services, coefficients de fabrication, excédents du revenu sur la consommation, exigence des fonds de roulement etc... ayant changé» (L. Walras, 1988, p. 580).

Il convient alors d'admettre que le tâtonnement walrasien n'est pas toujours et seulement le mécanisme représentatif d'une réalité concurrentielle virtuelle.

Ainsi, pour montrer s'il existe une véritable volonté dans la démarche de notre auteur de représenter des mécanismes concurrentiels effectifs il convient d'en relever les signes d'une formulation dynamique réelle dans le projet walrasien lui-même.

Le premier d'entre eux concerne la volonté de fournir la représentation d'une économie progressive. Pour Walras, il faut en effet souligner que l'idée même d'une économie en progrès, c'est-à-dire d'une économie permettant la croissance de l'utilité pour l'ensemble des agents, est inséparable des mécanismes de concurrence dont elle est l'émanation. La principale conséquence de cette proposition est la «loi de gravitation générale des prix» qui conduit à l'équilibre et permet d'établir le théorème des productivités marginales. Le progrès «indéfini» pour Walras se matérialise dans la diminution de la rareté et des besoins par substitution de l'emploi des services issus des biens capitaux (travailleurs et capitaux proprement dits) à ceux de la terre justifiant ainsi son combat contre les économistes libéraux et pour la nationalisation des terres. Le progrès indéfini est constitué du progrès économique où seule la valeur des coefficients de production se modifie sans changement de la fonction

de production et du progrès technique qui concerne l'introduction de processus technologiques nouveaux inventés par la science. Bien que l'auteur, pour décrire une société progressive envisage essentiellement le premier type de progrès il faut admettre, dès lors que l'augmentation de la richesse ne peut s'effectuer que par l'augmentation des capitaux proprement dits (la terre étant un facteur limité) que la flexibilité des coefficients de production implique de concevoir le tâtonnement comme un processus de concurrence effective (W. Jaffé, 1967) dont le rôle consiste également à rechercher la technique optimale. Si l'on admet une telle interprétation il devient possible de comprendre pourquoi Walras présuppose que les coefficients de production sont variables et que cette hypothèse constitue une condition de la représentation du progrès indéfini. Le modèle walrasien peut ici s'interpréter comme un modèle de déséquilibre, dans la mesure où il permet d'envisager l'existence d'entrepreneurs qui réalisent des pertes ou des profits hors de l'équilibre (D. Walker, 1987). En même temps, une telle interprétation implique de concevoir qu'il existe une place suffisante dans le modèle walrasien pour envisager une adaptation, une modification ou une création de techniques, phénomènes qui tôt ou tard doivent relever du monde réel ou de la dynamique et non pas seulement de l'artifice du tâtonnement sur bons.

De même, l'évolution de l'énoncé du théorème des productivités marginales alors que Walras décrit une société progressive à la même leçon des «*Eléments*» implique d'admettre que le tâtonnement en tant que mécanisme de concurrence puisse concerner des phénomènes autres que virtuels. En effet, jusqu'à la quatrième édition des *Eléments* (1900) et dans la «*Note sur la réfutation de la théorie anglaise du fermage de M. Wicksteed*» (1896), le théorème de l'épuisement du surproduit selon lequel les facteurs sont rémunérés au prorata de leur productivité marginale est supposé vérifié *«tout au long du régime de libre concurrence»* (deuxième et troisième point du théorème des productivités marginales Walras 1988 p. 588). Or un tel résultat n'est possible que si Walras utilise des fonctions de production à coefficients fixes et homogènes de degré un permettant l'application du théorème d'Euler ce qui n'est pas son intention (H. Schulz, 1924; J. Robinson, 1934; J. Hicks, 1932; W. Jaffé, 1969).

«M. Wicksteed a démontré rigoureusement sa position dans le cas où son équation (de production) est homogène et linéaire (...). Mais il ne l'a pas démontré dans le cas où son équation n'est plus homogène ni linéaire, c'est-à-dire dans le cas où les coefficients de fabrication varient avec les quantités fabriquées» (L. Walras, 1896, p. 6).

A partir de 1901 et dans la dernière édition postume des *Eléments* (1926) le théorème de l'épuisement du surproduit n'est plus vérifié qu'à

l'équilibre c'est-à-dire une fois que la libre concurrence a conduit le prix de revient à son minimum.

Une telle interprétation, selon laquelle ce sont des mécanismes auto-moteurs de concurrence qui permettent d'égaliser les prix de revient aux prix de vente, est confirmée par le statut théorique que l'auteur confère aux producteurs.

En tant qu'agents économiques ceux-ci ont pour fonction de déterminer, d'une part, la technique optimale et d'acheter les services des facteurs (travail, rente et profit) en payant salaire, fermage et intérêt puis de vendre ces services sous forme de produit finis, et d'autre part, d'entrer ou de sortir d'une branche d'activité selon qu'elle permet de dégager des bénéfices ou des pertes.

«Tout le principe de la libre concurrence repose aussi sur cette hypothèse que, de même qu'en cas de pertes, la quantité des produits diminuera et leur prix s'élèvera par détournement d'entrepreneurs, ce qui supprimera l'excédent du prix de revient sur le prix de vente, de même en cas de bénéfice, la quantité des produits augmentera et leur prix baissera par affluence d'entrepreneurs, ce qui supprimera l'excédent du prix de vente sur le prix de revient et fera concorder ces deux prix l'un avec l'autre» (L. Walras, 1992, p. 188).

Il apparaît donc clairement que l'auteur envisage des profits ou des pertes réels ajustés par un véritable processus concurrentiel et non d'expliquer uniquement que ceux-ci tendent vers zéro au travers d'un mécanisme virtuel de tâtonnement. L'existence de bénéfices ou de pertes, dans une économie en déséquilibre, concourt à spécifier le rôle des entrepreneurs qui est distinct de celui de capitalistes alors que ce n'était pas le cas dans la théorie classique ainsi que Walras cherche à le montrer.

Admettre que les entrepreneurs sont les agents qui déterminent l'engagement de la production par leur entrée ou leur sortie des branches d'activité selon qu'elles procurent des profits ou des pertes dans une économie en déséquilibre nécessite d'admettre que le tâtonnement concerne un processus concurrentiel effectif différent de sa représentation artificielle à l'aide de bons. L'existence d'une quatrième catégorie de rémunération permet en effet de spécifier le rôle des producteurs par rapport à celui des capitalistes; les premiers perçoivent des bénéfices, les seconds des intérêts.

«Au point de vue scientifique, nous devons distinguer ces rôles (ceux des entrepreneurs) et éviter soit l'erreur des économistes anglais, qui identifient l'entrepreneur et le capitaliste soit celle d'un certain nombre d'économistes français qui font de l'entrepreneur un travailleur, en le considérant comme un spécialiste chargé du travail de direction de l'entreprise» (L. Walras, 1988, p. 281).

Si l'on désire cependant respecter le théorème des productivités marginales et particulièrement l'idée de la répartition totale du surproduit

entre les diverses catégories d'agents à l'équilibre, il convient d'admettre, à l'instar de l'auteur, que les entrepreneurs disparaissent en tant que tel une fois que l'équilibre est atteint. D'un point de vue technique cette éventualité nécessite de supposer que les fonctions de production soient successivement strictement convexes puis strictement concaves et que l'équilibre s'établisse au minimum du cot moyen (profits nuls).

«Ils (les entrepreneurs) subsistent alors non comme entrepreneurs, mais comme propriétaires fonciers, travailleurs ou capitalistes dans leurs propres entreprises ou d'en d'autres. J'estime (...) qu'un entrepreneur qui est propriétaire du sol qu'il exploite ou qu'il occupe, qui participe à la direction de son entreprise (...) doit débiter ses frais généraux et se créditer lui-même d'un fermage d'un salaire et d'un intérêt (...) au moyen desquels il subsiste, sans faire à la rigueur, comme entrepreneur ni bénéfice ni perte» (L. Walras, 1988, p. 284).

Présupposer l'existence des entrepreneurs en tant que catégorie spécifique d'agents hors de l'équilibre parce qu'ils perçoivent des gains ou subissent des pertes oblige à reconnaître l'éventualité de déséquilibres qui ne peuvent être corrigés que par des actes concrets de concurrence et d'ajustement. Il s'agit en l'occurrence de l'entrée ou de la sortie des entreprises des divers marchés sur lesquels elles peuvent opérer et implicitement d'envisager la possibilité de créer des firmes ou de constater leur faillite.

Cette interprétation de la dynamique walrasienne permet de résoudre ou d'interpréter ce que de nombreux auteurs ont appelé le paradoxe de l'entrepreneur qui ne réalise à l'équilibre ni gains ni pertes (G. Gattei, 1993). En effet, en dehors de l'équilibre l'auteur n'exclut pas que les producteurs soient des agents actifs non forcément caractérisés par les mêmes qualités et qui, parce qu'ils sont capables d'entrer et de sortir d'un marché font converger celui-ci vers l'équilibre. Il s'agit bien là d'un phénomène dynamique qui porte sur des variables réelles comme, par exemple, la construction de nouvelles capacités de production. Il implique notamment de ne pas exclure totalement l'idée selon laquelle la concurrence, en dehors des cas qui nécessitent l'intervention de l'Etat, puisse également s'interpréter comme un processus de compétition.

«Cela fait, il resterait à vider une seconde question sociale, celle de la production de la richesse par les hommes en société, en empêchant certains entrepreneurs de faire des bénéfices autrement que dans les conditions normales de la libre concurrence, c'est-à-dire par leur coup d'œil, leur habileté, leur économie. On y arriverait en faisant intervenir l'Etat soit pour exercer les entreprises lui-même, soit pour les concéder au mieux de l'intérêt social, toutes les fois qu'elles ne sont pas susceptibles de libre concurrence» (L. Walras, 1992, p. 425).

Le statut et le rôle ambigu des entrepreneurs dans le modèle walrasien confirme en fait l'idée selon laquelle celui-ci peut être interprété à la fois comme un modèle de «déséquilibre» D. Walker (1970) (1986) (1987) et comme modèle d'équilibre temporaire (A. D'Autume, 1982; A. Van Witteloostuisn; J. Maks, 1988, 1990). Ces deux éventualités permettent de mettre en évidence deux conceptions différentes de la concurrence. L'une concerne un mécanisme atemporel de tâtonnement sur bons ou une semaine hicksienne de production-consommation entièrement circonscrits dans le modèle mathématique d'équilibre général. L'autre relève de mécanismes d'ajustements entre l'offre et la demande, automoteurs et autorégulateurs, mais qui concernent la description d'un processus effectif entièrement réduit au statut que le système confère aux entrepreneurs qui sont avant tout chargés de garantir que la production constitue un échange égalitaire différé si l'on veut que la totalité du surproduit soit exactement distribuée au prorata de la productivité marginale des facteurs en longue période.

On peut ainsi déduire de l'examen successif des trois types de marché distingués par Walras, la présence, chez notre auteur, d'une analyse de la libre-concurrence comme processus effectif. En outre, ce processus – on l'a vu – conduit à l'égalisation des prix de vente aux prix de revient et des offres et des demandes sur tous les marchés. Ces résultats suffisent-ils à caractériser fondamentalement l'état final auquel conduisent les processus de libre-concurrence? La réponse nous est fournie de façon très plaisante par Walras lui-même, lorsqu'il nous raconte comment il soumit sa réfutation de Proudhon à Lambert-Bey :

«Mon livre une fois publié, j'en adressai un exemplaire à Lambert-Bey, saint-simonien avec lequel j'étais en relation et qui voyait en moi un disciple à recruter. Quelques temps après, j'allai faire une visite à Lambert-Bey, rue de Tournon, dans la maison de l'éditeur Douniol. Il me reçut quoique au lit et souffrant d'une collique néphrétique; il avait lu mon ouvrage avec soin et m'en fit une critique rigoureuse. Il admettait bien que la libre-concurrence fût un moyen de déterminer des quantités fabriquées de produits et des prix de ces produits; mais il n'admettait pas, ou du moins, il n'acceptait pas comme démontré par les économistes ni par moi, que ces quantités et ces prix fussent les seuls ni les meilleurs possibles. Je me défendis de mon mieux contre cet ingénieur des Mines qui, disait-on, entré le premier à l'Ecole Polytechnique, en était sorti le premier; mais je n'avais pas achevé de descendre l'escalier que je m'étais avoué à moi-même qu'il avait raison. Je demurai je ne sais combien de temps cloué par l'intensité de mes réflexions devant l'étalage de Douniol, les yeux fixés sur un volume à couverture bleue dont je n'ai jamais lu le titre; et enfin je m'en allai en disant : «Evidemment! Il faudrait prouver que la libre-concurrence procure le maximum d'utilité»...» (L. Walras, Vol. VII, p. 419).

Emporté par ses pensées, Walras vient en fait de découvrir un problème *inédit* qui, au sens strict, ne relève plus du programme de recherches de l'économie politique *pure*. En effet, l'économie pure – on le sait – se caractérise par sa référence à un domaine d'études particulier, la situation d'un régime *hypothétique* de libre-concurrence. Or, en posant le problème de l'*optimalité* de ce régime du point de vue de l'utilité procurée aux agents, Walras abandonne la démarche qui consiste à se *donner* l'hypothèse de libre-concurrence comme point de départ (l'économie *pure*). Il lui substitue celle qui vise à évaluer la *pertinence* de cette hypothèse du point de vue de son intérêt pour le bien-être social (économie *appliquée*). Walras le note d'ailleurs avec précision :

«L'idée du mécanisme de la libre-concurrence et de ses effets naturels et nécessaires étant donc une fois éclaircie et fixée comme vérité *pure* (souligné par nous – R. A. et L. R.), il s'agissait alors de démontrer, comme une vérité *d'application* (souligné par nous – R. A. et L. R.) et une règle de conduite, la conformité de ces effets avec l'intérêt général, et conséquemment, d'énumérer en détail les applications du principe de la libre-concurrence, ainsi démontré, à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, au crédit. Cette démonstration et cette énumération formeraient l'objet d'une autre science qui serait l'économie politique appliquée» (L. Walras, Vol. VII, 1987, p. 301).

Reste alors à expliquer ce qu'est cet objet du point de vue de l'analyse des phénomènes de concurrence.

IV. – LA CONCURRENCE COMME «PRINCIPE» OU LA CARACTÉRISATION DE L'ÉTAT «IDÉAL»

L'objet d'étude proposé par Walras diffère ici profondément de celui qu'il porte à l'économie pure. Il s'agit en effet désormais de montrer qu'il existe un type, voire même un *idéal* (cf. L. Walras, 1900, p. 232-233) de concurrence par lequel l'utilité sociale est la plus élevée possible. Ce régime «*idéal*» – et non plus seulement «hypothétique» – sert alors à Walras de point de comparaison avec toute autre situation «sous-optimale» qui pourrait nécessiter l'intervention publique. On entre alors dans une autre forme d'approche, plus normative, qui préfigure les problématiques économiques qui tentent de déterminer des optima sociaux, voire de les hiérarchiser. A ce point de l'analyse, sans surprise, Walras rejoint Cournot. Si leurs points de vue diffèrent quant à la manière d'amorcer et de conclure la discussion, ils sont cependant rigoureusement analogues, dans leur manière de *comparer des états concurrentiels donnés* :

«(M. Cournot) part du monopole pour arriver à la concurrence indéfinie, et je crois préférable de partir de la concurrence indéfinie, qui est le cas général,

pour arriver au monopole, qui est un cas particulier (...) Ainsi, nos recherches ne se confondent point et je crois pouvoir dire que je ne lui ai rien emprunté que sa méthode; mais cela seul est déjà beaucoup...» (L. Walras, Vol. VII, p. 264).

Sur ces bases, Walras peut alors examiner les propriétés du régime de libre-concurrence. Ayant montré que dans ce cadre et à l'équilibre de production, les prix relatifs des produits et des services sont proportionnels, à leurs raretés relatives, Walras en déduit que cette situation d'équilibre général de tous les marchés rend seule compatible l'obtention par tous les agents «preneurs de prix» de leur maximum de satisfaction. On comprend alors pourquoi tous les autres types de concurrence sont socialement moins satisfaisants que la concurrence indéfinie. Il convient donc que l'Etat intervienne pour sauvegarder l'intérêt public. En effet,

«il resterait (alors) à vider une seconde question sociale, celle de la production de la richesse par les hommes en société, en empêchant certains entrepreneurs de faire des bénéfices autrement que dans les conditions normales de la libre-concurrence, c'est-à-dire, par leur coup d'oeil, leur habileté, leur économie. On y arriverait en faisant intervenir l'Etat soit pour exercer les entreprises lui-même, soit pour les concéder, au mieux de l'intérêt social, toutes les fois qu'elles ne sont pas susceptibles de libre-concurrence» (L. Walras, VII, 1987, p. 425).

On est alors en pleine économie appliquée (p. 426). Il s'agit en effet d'examiner les différents secteurs de l'économie et de juger de leur conformité à l'idéal social de concurrence indéfinie.

Ainsi, la monnaie n'est pas, pour Walras, un domaine idéal d'application de l'économie pure : «tous les produits ne remplissent pas les conditions de détail requises par la libre-concurrence» (L. Walras, Vol. XVI, 1987, p. 487).

Les secteurs secondaire et tertiaire ne constituent pas non plus toujours des modèles de libre-concurrence : les «trusts et les cartels» en constituent une violation flagrante.

Enfin, le secteur des banques et du crédit n'obéit pas non plus à ce principe de concurrence indéfinie.

Walras établit donc la liste de ceux des secteurs auxquels ne s'applique pas le régime de libre-concurrence et il les voue à l'intervention étatique. Cette conception implique deux grandes conséquences.

On comprend d'abord l'objet de la véritable opposition à la méthode walrasienne de la part des économistes libéraux français à propos de la définition de libre concurrence. Elle ne dépend pas seulement de l'utilisation des mathématiques. En effet, Emile Levasseur et Louis Wolowski (1874) économistes libéraux sont ici d'accord avec Léon Walras pour qui «la liberté humaine ne se laissera jamais mettre en équation» (L. Walras

1988). L'opposition porte sur le socialisme walrasien et sur l'interventionnisme de l'Etat en ce qui concerne notamment la réglementation monétaire, la suppression des droits de succession, les monopoles et surtout la nationalisation des terres à laquelle Walras est favorable (Y. Breton, 1986; F. Etner, 1989; M. Penin, A. Zylberberg, 1990; A. Zylberberg, 1990) et dont le traitement appartient au domaine de l'Economie Appliquée.

Par ailleurs, on voit comment, en introduisant la problématique de la comparaison des types de concurrence et en se référant à l'idéal de libre-concurrence, Walras passe d'une conception de la concurrence comme processus à une conception de la concurrence comme état. Il introduit donc une conception qui aura un grand succès par la suite. Walras anticipe en effet les développements théoriques relatifs à l'analyse comparée des structures de marché et, par conséquent, l'émergence de l'économie industrielle. On retrouve en effet la problématique qui identifie les différentes formes de concurrence à des structures de marché ordonnées par rapport à l'idéal de concurrence pure et parfaite.

L'analyse du concept walrasien de concurrence s'avère ainsi plus complexe que prévu. Trois acceptions différentes apparaissent où le concept renvoie, tour à tour, à un phénomène observé, à un mécanisme virtuel puis effectif et, enfin, à un état des affaires. Cette coexistence de trois significations trouve cependant sa cohérence. La méthodologie privilégiée par Walras nous permet en effet de comprendre comment on passe successivement du «type réel» au «type idéal», puis à une sorte de "type appliqué".

L'existence d'un concept polymorphe de concurrence confirme ensuite la tendance erronée des commentateurs à relire Walras à la seule lueur de la *Théorie de la Valeur* de Gérard Debreu. Les conceptions de Walras ne se laissent pas en effet enfermer dans un cadre strictement pratique où la concurrence se limiterait à n'être qu'un ensemble d'état des affaires. La concurrence walrasienne peut être un processus aussi bien qu'un état. En ce sens, deux conclusions finales peuvent être tirées. La première est que la césure concurrence comme état/ concurrence comme processus ne recoupe pas celle qui permet de distinguer les traditions de l'allocation et de la production. La seconde modifie sensiblement notre conception de l'approche néo-classique, qui apparaît désormais bien plus hétérogène et complexe que par le passé.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARANZINI R., «Walras e l'inopportunità dell' opposizione tra economia positiva e normativa Dal 1860 alla second edizione degli Elements», *Economia Politica*, 1993.
- BRETON Y., «les économistes libéraux français et l'emploi des mathématiques en économie politique 1800-1914», *Economie et Société*, 1986.
- D'AUTUME A., «L'introduction du temps dans la théorie de l'équilibre général», *Cahier d'Economie Politique*, n° 7, 1982.
- DE CARO G., «Le monde atemporel de Léon Walras», *Economie et Sociétés*, n° 10, octobre 1988.
- DEBREU G., *Théorie de la valeur*, Dunod, Paris 1959.
- DEBREU G., «Economic theory in the mathematical mode», *American Economic Review*, 74, june 1982.
- ETNER F., «Partisans et adversaires de l'économie mathématique en France», *Revue Economique*, 1989.
- GATTEI G., «Quel paradosso dell'imprenditore senza profitti né perdite», *Storia Del Pensiero Economico*, n° 25, 1993.
- HICKS J.R., «Marginal Productivity and the principe of variation», *Economica*, 1932.
- INGRAO B., «The normative biais in a general equilibrium theory», communication au colloque C. Gide d'Histoire de la pensée économique, Strasbourg, 1989.
- JAFFÉ W., «Walras' theory of tâtonnement», *Journal of Political Economy*, 1967.
- JAFFÉ W., «New light an a old quarel», *Cahier Vilfredo Pareto*, Vol. III, 1969.
- KALDOR N., *Economics without equilibrium*, M.E. Sharpe, Mc Amouk, New York 1985.
- LANGLOIS R., «Introduction» de *Economics as a process*, Cambridge University Press, 1986.
- MAC NULTY P., «A Note on the history of perfect competition», *Journal of Political Economy*, 75, august 1967.
- MAC NULTY P., «Economic theory and the meaning of competion», *The Quarterly Journal of Economics*, 82, november 1968.
- MAC NULTY P., «The meaning of competition», *Quarterly Journal of Economics*, 1968.
- MAC NULTY P., «On the nature and theory of economic organization : the role of the firm reconsidered», *History of Political Economy*, 16, summer, 1984.
- MAKS J.A., WITTELOOSTUJN, «Walras : A Hicksian avant la lettre», *Economie Appliquée*, 1988.
- MAKS J.A., WITTELOOSTUJN, «Walras an temporary equilibrium and dynamics», *History of Political Economy*, 1990.
- MENARD C., «Equilibre déséquilibre temps : un peu d'histoire», *Economie Appliquée*, n° 2, 1979.
- NELSON R., WINTER S., *An evolutionary theory of economic change*, 1982.
- PARETO V., *Cours d'Economie Politique*, Droz, Genève, 1964.

- PASINETTI L., *Structural change and economic growth*, Cambridge University Press, Cambridge, 1981.
- PENIN M., ZYLBERBERG A., «Les résistances à la mathématique en économie», *Les Cahiers de l'ACGEPE*, 1990.
- ROBINSON J., «Euler's theorem and the problem of distribution», *The Economic Journal*, 1934.
- SCHULTZ H., «Marginal productivity and the general pricing process», *The Journal of Political Economy*, 1924.
- STIGLER G.J., «Perfect Competition, Historically Contemplated», *Journal of Political Economy*, February 1957.
- STIGLER G.J., *Essays in the History of Economics*, The University of Chicago Press, Chicago and London 1964.
- WALKER D., «Is Walras's theory of general equilibrium a normative scheme?», *History of Political Economy*, 1984.
- WALKER D.A., «Walras's theories of tatonnement», *Journal of Political Economy*, 1987.
- WALRAS L., *Eléments d'économie politique pure*, Pichon, Auzias, Paris, 1900.
- WALRAS L., *Mélanges d'économie politique et sociale*, Vol. VII, Economica, Paris 1987.
- WALRAS L., *Etudes d'économie sociale*, Vol. IX, Economica, Paris 1990.
- WALRAS L., *Etudes d'économie politique appliquée*, Vol. X, Economica, Paris 1992.
- WALRAS L., *Eléments d'économie politique pure*, vol. VI, Economica Paris 1988.
- WALRAS L., «Théorie du Crédit», *Revue d'Economie Politique*, 1898.
- ZYLBERBERG A., *L'économie mathématique en France, 1870-1914*, Economica, Paris 1990.